



## Assemblée générale

Distr. générale  
13 octobre 2010  
Original: français

---

### Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Soixante et unième session

#### Compte rendu analytique de la 646<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 7 octobre 2010, à 15 heures

*Président:* M. Woolcott ..... (Australie)

### Sommaire

Examen des consultations annuelles avec les organisations non gouvernementales

Autres déclarations

Réunions du Comité permanent en 2011

Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session du Comité exécutif

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

Merci de recycler 

*La séance est ouverte à 15 h 20.*

**Examen des consultations annuelles avec les organisations non gouvernementales**

(document sans cote distribué en séance)

1. **M. Tilahun** (Rapporteur des consultations annuelles avec les ONG), présentant les points saillants du rapport sur les consultations annuelles avec les ONG, tenues du 29 juin au 1<sup>er</sup> juillet, souligne que le thème retenu cette année «Partenaires nationaux: prestataires de premier recours» a été jugé tout à fait opportun par beaucoup car, l'ampleur des crises et des besoins humanitaires ayant fortement augmenté ces dernières années, les organisations nationales et locales ont un rôle essentiel à jouer et sont parfois le seul moyen de fournir une assistance humanitaire. Alors que la nécessité de renforcer les capacités des organisations nationales est reconnue depuis longtemps, très peu a été fait dans ce sens. Aujourd'hui, les ONG du Sud éprouvent de grandes difficultés, notamment pour accéder aux ressources dont elles ont besoin afin de développer leurs capacités institutionnelles et de ne pas être de simples exécutants de projets à court terme. Elles aspirent à mener une action dans la durée, à s'autonomiser et à mieux s'organiser afin de pouvoir répondre aux besoins des communautés.
2. Les consultations annuelles ont débouché sur trois grandes recommandations à l'intention des parties prenantes. Tout d'abord, les organisations internationales, dont le HCR, sont invitées à tenir compte des difficultés que rencontrent les ONG nationales et à réviser et simplifier leurs politiques et procédures afin de s'adapter à leurs besoins; cette simplification devrait s'accompagner de programmes de formation sur la gestion financière, les capacités techniques, la mobilisation des ressources et les responsabilités. Deuxièmement, les organisations internationales et nationales devraient tirer parti de leurs avantages complémentaires; comme les acteurs locaux sont en général mieux à même de concevoir et de mener des interventions adaptées à leurs communautés, les organisations internationales devraient leur déléguer la prise de décisions afin qu'ils s'engagent davantage et s'approprient les objectifs dans le cadre d'actions durables. Troisièmement, les bailleurs de fonds devraient revoir leurs procédures et veiller à ne pas faire peser un fardeau trop lourd sur les partenaires nationaux, notamment en imposant des prescriptions trop complexes aux acteurs locaux.
3. Les ONG ont appelé le HCR à demander à la communauté des bailleurs de fonds de créer un fonds spécial destiné à financer le renforcement des capacités des ONG locales. Elles ont souligné que les partenariats étaient indispensables pour assurer une protection et une aide efficaces et ont donc demandé au HCR de renforcer ses partenariats avec les populations, les ONG, la société civile, les autorités locales et les autres parties prenantes.
4. Les ONG ont recommandé au HCR de jouer un rôle directeur auprès de l'ensemble de la communauté humanitaire en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels des populations affectées de la part de travailleurs humanitaires et ont demandé au Comité exécutif d'inscrire la question de cette prévention à son ordre du jour pour 2011.
5. Les ONG ont appelé à une action internationale accrue tendant à protéger les apatrides et recommandé en particulier au HCR de sensibiliser la Hongrie, qui assurera la présidence de l'Union européenne en 2011, afin qu'elle fasse de l'apatridie et des procédures de détermination de l'apatridie une question prioritaire durant cette présidence.
6. Comme il est indiqué dans le rapport, tous les bureaux régionaux du HCR ont eu avec les ONG des consultations séparées, qui ont débouché sur certaines recommandations spécifiques, mais aussi sur la mise en évidence de défis communs à relever grâce à la coopération de toutes les parties prenantes, en particulier des États, en matière de protection, à savoir: l'accès au territoire, l'absence de système d'asile, les perspectives d'intégration locale, le rétrécissement de l'espace humanitaire et les ressources limitées

disponibles. Afin de remédier aux lacunes de la protection, le HCR est donc appelé à renforcer son appui à toutes les parties prenantes.

7. Enfin, les ONG ont fait part de leur volonté de commémorer conjointement avec le HCR le sixième anniversaire de la Convention relative au statut des réfugiés et le cinquantième anniversaire de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie et jugé utile de mener des actions de mobilisation afin de promouvoir l'adhésion à ces conventions, en particulier au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans la région de l'Asie et du Pacifique.

8. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) se félicite de la qualité du rapport présenté au HCR et souscrit à ses conclusions. Son expérience lui a permis d'apprécier à sa juste valeur le travail des ONG, en particulier nationales. Le système international humanitaire accorde une place importante à ces organisations mais, souvent, les exigences qui leur sont imposées par les parties prenantes rendent leur fonctionnement difficile. Ainsi la gestion des budgets du HCR par ses partenaires locaux a donné lieu à des problèmes de certification dans les comptes du HCR en 2009. Il estime illogique d'imposer les mêmes exigences en matière de gestion à OXFAM et à une ONG du Tchad oriental et souhaite donc que les organes de contrôle encouragent les ONG des pays en développement en aménageant les règles en fonction de leurs situations et difficultés particulières et mettent l'accent sur l'action de chaque ONG plutôt que sur des règles abstraites et générales.

9. **M<sup>me</sup> Pitotti** (Rapporteuse du Comité exécutif) se félicite de la concision et de la clarté du rapport sur les consultations 2010 avec les ONG. À la fin des débats, très animés, à laquelle elle a participé, une ONG a estimé que pour tirer le meilleur parti des consultations futures il faudrait, à l'instar du HCR, envisager de recourir à la méthode de gestion axée sur les résultats pour les consultations à venir, ce qui à son avis supposerait d'établir dans les meilleurs délais un compte rendu très précis exposant les principales priorités et points dégagés lors des consultations annuelles pour transmission aux États afin qu'ils puissent réagir lors de l'examen du rapport sur les consultations annuelles.

10. À la lecture du rapport, elle a relevé certains domaines dans lesquels il serait possible d'avancer rapidement. Tout d'abord, le HCR pourrait réviser ses structures et ses programmes, examiner le fonctionnement du Centre mondial d'enseignement et son manuel sur les opérations humanitaires. En outre, il serait peut-être utile de débattre de l'initiative relative aux bonnes pratiques d'action humanitaire et le HCR pourrait envisager de créer un fonds spécial destiné à financer le renforcement des capacités des ONG.

11. Souscrivant aux propos de M. Tilahun sur le rôle du HCR en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels de la part du personnel humanitaire, elle propose d'y consacrer des réunions consultatives en 2011.

12. Elle note avec satisfaction que le HCR est parvenu à mener à bien d'importants projets en collaboration avec des ONG aussi nombreuses que diverses.

13. **M. Felten** (Allemagne) rappelle que la principale question abordée lors des consultations, à savoir l'amélioration des partenariats et le renforcement des capacités des ONG nationales et locales dans les pays victimes de crise humanitaire, a souvent été abordée ces dernières années mais que beaucoup reste à faire et il se félicite donc que le rapport fournisse des lignes directrices concrètes et utiles en la matière. Le renforcement des capacités des partenaires locaux et leur pleine participation à tous les aspects des opérations humanitaires permettraient d'améliorer l'impact général des actions humanitaires internationales. Les ONG locales, ancrées dans la société civile et parfois seules à avoir accès aux populations concernées, sont essentielles pour répondre de manière appropriée aux besoins des bénéficiaires et favoriser leur engagement dans la conception et la mise en œuvre des mesures d'aide humanitaire. L'Allemagne appuie un système humanitaire fondé sur la diversité des acteurs humanitaires et de leurs mandats et capacités respectifs et elle

voit dans cette diversité un atout car des approches diverses s'imposent pour répondre adéquatement aux besoins. La réforme humanitaire a visé à instaurer un cadre de coordination permettant de tirer le meilleur parti de la diversité des acteurs disponibles et la pierre angulaire de cette réforme a été le partenariat entre toutes les parties prenantes, sans considération de leur taille et de leur forme institutionnelle. L'Allemagne se félicite que le HCR ait adopté cette approche de partenariat et l'encourage à poursuivre sur cette voie.

14. **M. Corr** (Irlande) félicite le HCR des efforts qu'il a accomplis pour renforcer ses partenariats avec les ONG et juge très opportun que cette année les ONG aient axé leurs consultations sur le rôle des partenaires nationaux. Il relève qu'une grande partie des dépenses du HCR est consacrée à des projets exécutés par plus de 800 partenaires, pour l'essentiel au niveau national, et souligne que les partenaires nationaux offrent des avantages cruciaux en termes d'accès aux populations affectées.

15. Il estime très important d'inclure les réfugiés et les autres personnes concernées dans les processus de paix et les décisions qui affectent leur vie. Le rôle des partenaires nationaux est aussi crucial à cet égard, notamment en termes de sensibilité culturelle. L'Irlande engage donc le HCR à continuer de renforcer les capacités de ses partenaires locaux au moyen de programmes de formation et d'accompagnement. Elle approuve la recommandation du rapport visant à ce que l'on adopte un processus inclusif pour l'examen conjoint du manuel du HCR sur les opérations en partenariat, ce en tenant compte des évolutions récentes, dont l'approche par module et la politique du HCR sur les réfugiés urbains.

16. **M<sup>me</sup> Pollack** (États-Unis d'Amérique) souligne que les États-Unis soutiennent énergiquement les partenariats entre les ONG et le HCR car ils sont essentiels pour assurer la protection des réfugiés et leur apporter une assistance et des solutions durables. Elle se demande comment le HCR entend répondre aux recommandations formulées dans le rapport l'appelant à réviser et simplifier ses politiques et procédures afin de répondre plus efficacement aux besoins des ONG locales et nationales et à lancer des programmes de formation et d'accompagnement sur la gestion financière, les capacités techniques et les mécanismes de mobilisation des ressources et de responsabilité.

17. Les États-Unis participent à l'initiative relative aux bonnes pratiques d'action humanitaire et souscrivent donc à la proposition formulée dans le rapport à l'examen préconisant que les bailleurs de fonds révisent et simplifient leurs politiques, procédures et programmes ayant trait aux ONG au niveau local dans le but d'allouer plus de fonds au renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux local et national.

18. Les États-Unis jugent essentiel que le HCR renforce ses partenariats avec les populations affectées, les ONG, la société civile, les autorités locales et les autres parties prenantes afin de s'acquitter au mieux de son mandat, notamment en faveur des réfugiés urbains, des réfugiés de longue date, des personnes déplacées internes et des apatrides.

19. Relevant que le rapport préconise une action de prévention de l'exploitation et des abus sexuels de la part des personnes humanitaires, **M<sup>me</sup> Pollack** encourage le Comité exécutif à se pencher sur cette question importante qui a bénéficié de moins d'attention ces dernières années et demande au HCR de fournir des informations sur la manière dont il prévoit de traiter cette question et de mettre en œuvre sa stratégie contre la violence sexiste en 2011.

20. **M. Matthews** (Australie) estime que l'actualisation du manuel du HCR sur les opérations en partenariat, dont la dernière version remonte à 2003, pourrait être l'occasion pour le HCR et les ONG partenaires d'étudier plus en détail avec les ONG locales la façon dont le HCR pourrait appuyer au mieux les activités de ses partenaires dans des contextes complexes et à risques.

21. **M. Kullberg** (Finlande) dit que la complexité croissante des crises humanitaires dans le monde exige une bonne coordination entre toutes les parties concernées, y compris les destinataires de l'assistance et les communautés d'accueil. Il importe de s'assurer que les tâches sont réparties rationnellement, que les agents humanitaires sont capables de s'adapter aux contextes dans lesquels ils interviennent et que les interventions ne se chevauchent pas.

22. La gestion de la transition entre l'intervention humanitaire et le retour à la normale puis la reprise du développement constitue un autre défi majeur dans les situations d'après conflit comme dans les situations prolongées. Une bonne gestion suppose que les acteurs du développement prennent le relais des agents humanitaires.

23. La Finlande souhaite que le HCR accorde la priorité voulue aux questions liées aux femmes et à l'environnement dans ses décisions concernant l'affectation de fonds aux opérations, vu que, par exemple, lors de leurs longs déplacements à la recherche de bois les femmes sont souvent victimes de violences sexuelles et que la collecte du bois constitue un problème écologique constant et une source de conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

#### **Autres déclarations**

24. **M. Wak-Woya** (Président du Conseil du personnel du HCR) fait observer que si le régime Opération spéciale est remplacé par toute autre disposition affaiblie le moral du personnel affecté dans les lieux d'affectation classés difficiles en sera atteint, ce qui ne peut qu'avoir des effets négatifs sur le HCR. Il souhaite que le Comité exécutif approuve la proposition du Haut-Commissaire tendant à maintenir le lieu d'affectation administratif.

25. Le rapport du Conseil de justice interne n'a pas encore été dûment examiné, mais dans le monde entier les personnels de l'ONU continuent de manifester leurs préoccupations concernant le système d'administration de la justice, dénonçant notamment l'absence d'organe de contrôle indépendant pour ce nouveau système et le fait que les fonctionnaires ne peuvent pas se défendre à armes égales.

26. La sécurité des agents humanitaires employés dans les lieux d'affectation hors siège est un sujet d'inquiétude permanent; le meilleur moyen d'assurer leur protection est de sensibiliser les États membres à la nécessité d'en assumer la responsabilité.

27. Les agents des services généraux (classes G), soit 70 % du personnel du HCR dans le monde, peuvent perdre leur emploi très facilement dans les lieux d'affectation hors siège, même s'ils disposent d'un contrat à durée indéterminée, et ils ne sont pas traités sur un pied d'égalité avec les fonctionnaires internationaux. Dans beaucoup de lieux d'affectation, ils n'ont même pas droit au congé de détente. Les agents de la catégorie des services généraux qui font partie de la «main-d'œuvre dissimulée» attendent de plus avec impatience la régularisation de leur situation sur le plan contractuel.

28. L'examen de l'origine géographique des fonctionnaires fait apparaître un fort déséquilibre en faveur de l'Europe et de l'Amérique du Nord, qui semble même s'accroître. Au siège, certaines divisions sont plus ou moins réservées aux ressortissants des pays du Nord. Les fonctionnaires internationaux nouvellement recrutés contribuent au renforcement de ce déséquilibre, qui pénalise les pays du Sud. Le Conseil du personnel demande instamment que l'on mette fin sans délai à l'exclusion manifeste des ressortissants de ces pays.

29. Quelque 180 collègues n'ont toujours pas de poste effectif depuis plusieurs années, alors que la solution au problème des fonctionnaires en attente d'affectation est simple: il suffit d'appliquer la nouvelle politique en la matière et de suspendre le recrutement externe jusqu'à ce que des postes aient été attribués aux fonctionnaires concernés.

30. Certains responsables hiérarchiques continuent de supprimer des postes à l'issue du long cycle de recrutement, ce qui amène à demander s'ils seront tenus responsables du temps et des ressources gaspillés et si l'on a conscience des conséquences désastreuses sur le moral des candidats.

31. Afin de répondre à toutes les préoccupations des personnels du HCR dans le monde, il faudrait établir, ou rétablir, un comité chargé d'examiner les décisions relatives à l'affectation des ressources. En attendant, la Division de la gestion des ressources humaines devrait être membre à part entière du Comité du budget.

32. Très récemment, la direction a proposé une nouvelle politique de recrutement, dite PRIDE, visant à rechercher, recruter et affecter chaque année quelque 35 personnes censées devenir les futurs hauts responsables du HCR, alors que ce dernier compte dans le monde nombre de jeunes recrues très qualifiées et motivées dans la catégorie des services généraux, ainsi que des administrateurs auxiliaires, des administrateurs recrutés sur le plan national et des volontaires des Nations Unies qui ont démontré leurs capacités et leur motivation et ont une expérience suffisante du terrain. En outre plus de 500 personnes ayant réussi l'examen de recrutement au plan international sont en attente de recrutement. Le HCR n'a pas besoin d'une nouvelle politique; il lui suffit d'appliquer convenablement la politique existante.

33. Quant à la promotion des fonctionnaires, le Conseil du personnel estime que la politique de classement fonctionnel des postes constitue une meilleure solution et permettrait en outre au HCR de se conformer à la pratique courante dans d'autres organisations du système des Nations Unies.

34. Le Conseil du personnel a constaté que la Division de la gestion des ressources humaines n'avait pas respecté les conditions d'emploi de 30 administrateurs recrutés sur le plan national au Centre de Budapest et il l'appelle à mettre fin à cette pratique et à régulariser sans délai les contrats des administrateurs concernés.

35. Dans le monde entier, des fonctionnaires continuent de se plaindre du fait que les mesures disciplinaires prises à la suite de fautes ne sont pas appliquées de façon proportionnelle ni transparente. Le minimum que l'on puisse attendre dans ce domaine est un tableau des mesures disciplinaires selon les fautes constatées.

36. L'indépendance du Bureau de l'Inspecteur général serait mieux perçue si le budget annuel et le tableau des effectifs du Bureau étaient soumis au Comité exécutif pour examen et adoption.

37. Le Conseil du personnel note que la Division de la gestion des ressources humaines est la seule division du siège non soumise à inspections et qu'il est donc très difficile d'évaluer sa capacité à mettre en œuvre la nouvelle politique en ce qui concerne les nominations, les promotions et les affectations (PPAP).

38. Des débats francs et sincères ont eu lieu entre le personnel et sa hiérarchie au cours de l'année écoulée et ont dans la plupart des cas permis d'aboutir à un consensus.

39. **M. Hassan** (Égypte) prend note avec une vive préoccupation des points soulevés par le Président du Conseil du personnel et demande que des réponses officielles y soient apportées. En particulier, l'Égypte s'inquiète une fois encore des disparités en termes de répartition géographique du personnel du HCR et de la faible représentation des pays en développement parmi les postes de rang D-1/D-2. Elle espère que la nouvelle politique de recrutement, encore à l'examen, apportera des solutions à ce problème. Il importe aussi de lutter contre le gaspillage des ressources. Notant que le Président du Conseil du personnel va jusqu'à accuser l'administration du HCR de ne pas respecter les règles, l'Égypte souligne que tous ces problèmes, s'ils sont avérés, revêtent une très grande importance pour

les pays en développement. Le HCR est un organisme multilatéral et non une entreprise dirigée par les actionnaires les plus riches, et son fonctionnement doit être exemplaire.

40. **M<sup>me</sup> Pollack** (États-Unis) estime, comme le Président du Conseil du personnel, primordiale la sécurité du personnel du HCR. Les États-Unis portent un intérêt particulier à l'application de la politique du HCR en matière de recrutement et de maintien en poste de personnes handicapées, dans le contexte des efforts visant à instaurer un environnement de travail diversifié. Il importe aussi de s'assurer que le personnel en attente d'affectation est utilisé à bon escient et reçoit si nécessaire une formation lui permettant de continuer à servir la cause des réfugiés. Il convient de se demander si un gel des recrutements extérieurs, même s'il se traduisait par une réduction du nombre de fonctionnaires en attente d'affectation, n'amoinerait pas la liberté de manœuvre du HCR.

41. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) rappelle que toutes les décisions importantes relatives au personnel sont prises à l'unanimité au sein du Comité consultatif mixte, organe paritaire. Cette recherche du consensus explique pourquoi la nouvelle politique de recrutement n'a pas encore été adoptée, alors qu'elle prévoit des mesures visant à améliorer l'équilibre géographique au sein du Haut-Commissariat, notamment au moyen de quotas, ce que la procédure actuelle de recrutement au cas par cas ne permet pas. Le recrutement d'administrateurs de niveau intermédiaire permettrait également de rétablir les équilibres voulus, mais les représentants du personnel y sont opposés au motif que cela réduirait les perspectives de carrière des fonctionnaires en poste. Le Haut-Commissaire espère que ces mesures seront bientôt approuvées par le Conseil du personnel afin que le problème de la répartition géographique de postes puisse être réglé dans la transparence.

42. Le nombre des fonctionnaires en attente d'affectation a été fortement réduit grâce à des affectations plus courtes. Un gel des recrutements jusqu'à ce que chaque fonctionnaire ait reçu une affectation empêcherait, entre autres, d'améliorer l'équilibre géographique au sein du HCR. Des mécanismes de contrôle sont en place pour s'assurer que les membres de l'administration respectent toutes les règles en vigueur.

43. Sous l'impulsion du Comité directeur sur la sécurité, plusieurs mesures importantes ont été prises ces deux dernières années pour assurer la sécurité du personnel sur le terrain. Dans le cadre de l'examen des conditions de sécurité dans toutes les missions à risque, la totalité des propositions qui sont remontées du terrain ont été approuvées. Le Haut-Commissaire continuera de se concerter avec le Conseil du personnel, dans un esprit de cordialité et de recherche du consensus, afin de résoudre les difficultés qui subsistent.

## Réunions du Comité permanent en 2011

### Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session du Comité exécutif (Projets de décision n<sup>os</sup> 2, 3 et 4)

44. **Le Président** indique que les projets de décision seront inclus dans le Rapport de la soixante et unième session du Comité exécutif, qui sera présenté pour adoption à la séance suivante. Il propose que la Croatie, l'Iraq, la Malaisie et la Slovaquie soient ajoutés, dans le projet de décision n<sup>o</sup> 3, à la liste des pays ayant présenté une demande de statut officiel d'observateur.

45. *Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 16 h 40.*